

Les lieux insoupçonnés de la violence au Pérou

Réflexions sur des notes de terrain

Celia Rojas-Viger

Volume 1, numéro 1, automne 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/009416ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/009416ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Groupe de recherche ethnicité et société
CEETUM

ISSN

1499-0431 (imprimé)

1499-044X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Rojas-Viger, C. (2000). Les lieux insoupçonnés de la violence au Pérou : réflexions sur des notes de terrain. *Les Cahiers du Gres*, 1(1), 35–45.
<https://doi.org/10.7202/009416ar>

ROJAS-VIGER Célia

Doctorante
Département d'anthropologie
Université de Montréal

"Je ne crois pas, comme certains le pensent, que maintenant au Pérou la paix existe. La paix ne se conquiert pas avec des balles. Ce type de triomphalisme me dérange car, en fait, tout est encore à faire." ¹

Juan Julio Wicht,

Jésuite, otage volontaire.

En Amérique latine, les phénomènes de **violence**, dus aux dictatures militaires, aux guerres civiles, au trafic de drogues, à la corruption et à la pauvreté, agissent comme facteurs fragilisants sur la vie et créent la peur, les traumatismes, l'incrustation personnelle de la souffrance, la privation affective et la désintégration familiale. Face à cette instabilité démocratique, on constate, depuis les années 60, une corrélation positive avec l'augmentation de la migration interne et externe (OMS-OPS², 1993). Dans ce contexte, la violence revêt une signification spécifique pour les femmes qui sont soumises à la répression et à la torture physique, psychologique et sexuelle, entraînant des grossesses non-désirées, l'abandon du partenaire, la monoparentalité... (ONU, 1995). La violence ainsi manifestée imprègne la structure du social, s'institutionnalise et se perpétue malgré le passage d'un régime dictatorial à un gouvernement démocratique. C'est le cas du Pérou et du Chili où j'ai réalisé un travail de terrain qui a duré sept semaines, au printemps de 1997, pour cinq et deux semaines respectivement.

Les nouvelles qui nous sont parvenues du Pérou, depuis les années 70 et davan-

tage depuis 1980, signalent la présence croissante de la violence politico-militaire ("Sendero luminiso"³, répression des Forces armées, tortures, assassinats, disparitions...) et de la violence économique-sociale (ajustement structurel⁴ et crise économique, accentuation de la pauvreté, narcotrafic, délinquance...). À partir de 1990, même si la violence s'avère être sous contrôle, le Président⁵ manifeste de diverses manières sa volonté de renforcer la tendance historique d'une pratique autocratique dans l'exercice du pouvoir. Un exemple est "l'auto-coup d'État" de 1993 dans lequel il supprimait la chambre des députés et celle des sénateurs, pour la re-constituer un peu plus tard avec majoritairement des membres de son parti. Cette tendance a aussi été montrée à l'opinion publique internationale lors du dénouement, à la mi-avril 1997, des événements survenus à la résidence de l'Ambassadeur du Japon, alors qu'au niveau national et international, on postulait une solution pacifique (Ideele 1997, 1). Cet autoritarisme s'est manifesté à nouveau avec un projet de loi spéciale qui permettrait une troisième postulation à la présidence du pays en l'an 2000, comme le décrit Eguiguren (1997)⁶. Un tel contexte explique en grande partie la migration massive des régions rurales vers les villes ainsi que vers l'extérieur du pays, comme au Canada et au Québec.

Dans le contexte de l'installation de la dictature militaire, le Chili, en 1973, a vécu une migration importante, constituée fondamentalement - à cette époque - de réfugiés politiques qui ont été reçus ici. En 1995, paradoxalement pendant un gouvernement démocratique, une nouvelle vague de chiliens - néanmoins de moindre envergure - est venue aussi au Québec, probablement en lien avec les problèmes d'instabilité économique et de pauvreté. Mais aussi, selon le Comité de Defensa de los Derechos del Pueblo⁷ (Rojas et al. 1996), parce que malgré le virage politique démocratique, l'impunité légale⁸ a été instituée. Elle a pour conséquence de perpétuer la situation de

violence, d'accroître l'inquiétude de la population concernée et d'amplifier les préoccupations des défenseurs des droits humains et des professionnels de la santé qui se mobilisent en faveur de la justice, pour la véracité des faits.

En réfléchissant sur ces faits, une série d'interrogations s'imposent : Quel est le contexte réel qui permet à la violence de persister ? Comment cette violence s'exerce-t-elle dans la vie quotidienne ? Comment affecte-t-elle le comportement et la santé des personnes ? Comment influence-t-elle la migration dans ses différentes formes ?

Le travail de terrain réalisé dans ces deux pays tend à témoigner d'une situation de violence structurelle qui possède des racines historiques, documentées depuis la Conquête espagnole. De tout temps, cette violence a agi directement ou indirectement sur la santé, les comportements et les interrelations culturelles ainsi que sur l'accroissement de la migration. De plus, la banalisation de sa pratique, menée par l'État ou par tout autre acteur, peut faire croire qu'elle fait "partie de la nature humaine" et qu'on peut y recourir tout naturellement...! De là l'importance de comprendre cette réalité à partir des faits récents.

Démarche méthodologique

Le présent document résulte d'une réflexion sur le travail de terrain réalisé au Pérou, tout en faisant certaines comparaisons avec la situation du Chili. Ce terrain constitue une des étapes d'une étude plus vaste entreprise dans le cadre de la recherche pour l'obtention du PhD en Anthropologie⁹. Elle tente de préciser les "situations typiques" contextuelles de violence (dictature, guerre, corruption, pauvreté...) qui génèrent des expériences-pivots et des facteurs fragilisants. Le Québec, terre de réception, offre des possibilités pour que ces nouveaux arrivants réussissent à se sortir des diffi-

cultés de leur période pré-migratoire et aient un parcours de vie plus stable, dans la sphère publique. Cependant, dans la sphère du privé, les changements sont plus lents et les rapports homme-femme sont persistants parce qu'ils répondent à des structures familiales d'origine où la socialisation a été plutôt patriarcale et/ou machiste, ce qui explique la dés-structuration de la dynamique familiale, la violence conjugale et les pratiques sexuelles sans protection, pendant la période post-migratoire.

Le travail de terrain a donc eu pour **but** de *mieux comprendre le contexte politique, social et culturel qui est empreint de violence et l'impact sur la santé, les comportements et la migration des personnes, en particulier au Québec depuis 1970 jusqu'à nos jours. Les objectifs* poursuivis ont été de 1) *connaître l'opinion des personnes et des intervenants de la santé de ce pays sur le contexte socio-politique et sur la migration interne et externe, et 2) recueillir les divers documents scientifiques produits sur ces sujets et sur leur impact sur la santé des personnes, des familles, des communautés et de la société en général.*

Pour y arriver, j'ai visité trois régions du Pérou : Lima, la capitale, Ancash, au nord de Lima, région qui a été secouée par la violence de la nature (tremblement de terre) en 1970 et Ayacucho, zone située au sud-est de Lima, dans les Andes, et qui a été la scène des plus grandes violences politiques entre le Sentier lumineux et les Forces armées, qui ont maintenu le pays "entre deux feux", de 1980 à 1992. C'est à Santiago du Chili que j'ai recueilli la documentation sur la violence structurelle et réalisé les entrevues auprès d'intervenants sur leur façon d'agir et de réagir face à l'impact de la violence sur la santé.

J'ai privilégié l'**approche de l'observation participante ethnographique** pour prendre connaissance des faits. Elle a été complétée par la question ouverte, "comment vous sentez-vous dans votre pays?" posée aux différents interlocuteurs soit

dans la conversation informelle comme dans l'entrevue semi-dirigée. L'information a aussi été recueillie lors de l'assistance à des réunions scientifiques, politiques et sociales, dans l'information locale, à travers les journaux, les revues et la télévision, et dans la cueillette de documents. Enfin toutes ces procédures ont été empreintes de la participation à la vie quotidienne surtout pendant mes déplacements dans les transports en commun. En tout temps, les principes d'éthique ont été respectés. Pour l'analyse, les données ont été regroupées selon les sujets les plus fréquemment abordés, en supposant qu'ils représentaient une préoccupation plus ressentie par les interviewés et plus commentée par les masses médias. Il est important de souligner que dans ce processus, les personnes participantes ont, malgré leurs souffrances, manifesté de l'intérêt et de la motivation. J'espère leur rendre un juste témoignage de reconnaissance par la présente étude sur les lieux insoupçonnés de la violence au Pérou et leur impact sur la vie, la santé et la migration.

Contexte péruvien changeant et ses lieux insoupçonnés de violence

En mai 1997, le Pérou sortait, depuis moins d'un mois, de l'épreuve de violence, suivie en direct par la télévision nationale et internationale, de l'opération militaire survenue à la résidence de l'ambassadeur du Japon, avec le dynamitage de celle-ci et le bilan meurtrier qui en suivit. Cependant, les préparatifs du voyage m'avaient fait omettre cet événement, comme si la mémoire essayait d'oublier pour me laisser la liberté d'initier mon travail de terrain. Mais, très rapidement, dès mon arrivée à Lima, je me suis sentie submergée par un environnement de violence, porté à travers les commentaires des personnes venues m'accueillir à l'aéroport.

Lima et son visage contrasté

Lors de mon arrivée, le 9 mai 1997, à Lima, capitale du Pérou, qui réunit à elle seule le tiers de la population nationale¹⁰, plusieurs événements socio-politiques et économiques faisaient émergence. De plus, El Niño¹¹, s'était déplacé dans le Pacifique et causait des effets désastreux. Pour la côte, la chaleur humide d'un été prolongé disputait déjà sa place à l'hiver, et se laissait percevoir dès la sortie de l'avion à l'aéroport Jorge Chavez de Lima; et le pire c'est qu'on prévoyait déjà que ce climat allait se prolonger tout au long de l'année. Un phénomène atmosphérique surprenant, avec ses conséquences au niveau écologique qui affecte directement la production maritime et qui laisse prévoir des probabilités de sécheresses dans plusieurs régions du pays. Cela signifie déjà un manque de nourriture habituelle à Lima, sans "cebiche"¹², et d'autres produits agraires du reste du pays et par conséquent une possible augmentation de la dénutrition dans les zones les plus démunies. De toute manière, ce phénomène naturel n'est qu'une "goutte d'eau" dans l'océan des controverses que le pays traverse en ce moment et qui inquiètent la population.

En effet, une fois le dialogue établi avec les différentes personnes rencontrées (chauffeurs de taxi, parents, amis, connaissances...) des opinions comme celles-ci surgissent: *Nous vivons une dictature d'un style nouveau imposée par Fujimori...; Le président a été bon pour répondre au désordre provoqué par le Sentier lumineux, mais il doit maintenant se retirer et laisser la place à un autre...; Les tortures, les disparitions et les morts sélectives sont des pratiques de l'État dans un pays dit démocratique...* Tous ces points de vue méritent d'être confirmés et analysés pour bien comprendre le malaise évident de tous les interlocuteurs et leurs recommandations à mon égard d'être prudente dans les conversations et surtout dans les questions à poser. Une interrogation s'impose : le Pérou est-il encore plongé dans une

crise politique aux pratiques répressives ?

Une réponse affirmative est née dès le moment où l'opinion publique fut informée de la torture de deux femmes, membres du "Servicio de inteligencia nacional"¹³. L'une d'elles avait été tuée et découpée en morceaux par un "escadron de la mort" appartenant à la même institution. L'autre, retrouvée sous surveillance dans un hôpital des Forces armées, pour être soignée des blessures infligées pendant la torture (Rospiliosi 1997, p. 58). De plus, au niveau politique, une confrontation a surgi entre les membres du Tribunal des garanties constitutionnelles à cause du verdict juridique de trois d'entre eux qui signalaient comme anticonstitutionnel un troisième mandat de Fujimori à la présidence (Paniagua 1997, p. 71). Ils ont été destitués de leur poste par le parti du Président qui possède la majorité au Congrès de la Nation.

Tous ces faits se déroulent à Lima, ville qui déploie un effort constant pour se moderniser. En effet, elle apparaît embellie par de nombreux parcs fleuris qui poussent comme des champignons. Un étonnement pour quiconque est informé que cette métropole souffre d'un manque chronique d'eau potable. De plus, les routes sont propres, sans les tonnes d'ordures qui auparavant les caractérisaient, tel que constaté, en juillet-août 1991, lors d'un voyage personnel pour donner des cours sur la santé à des intervenantes d'organismes non gouvernementaux¹⁴.

À cette vision paysagère de la ville deux aspects particuliers s'ajoutent : l'un, le trafic véhiculaire et l'autre, l'omniprésence de policiers et de gardes de sécurité. Le "spectacle" du trafic est endiablé, avec des voitures automobiles de toutes catégories qui viennent en tous sens, se dépassent, s'entrecoupent, se klaxonnent dans un tintamarre infernal... comme si les rues étaient à l'usage exclusif des véhicules motorisés, obligeant les piétons à développer un regard attentif pour profiter du moindre "vide" qui se crée, entre les autos et/ou les auto-

bus ou microbus, pour traverser la rue en courant... Le "civisme" au niveau du trafic et du transport public, comme dans bien d'autres sphères de la vie des péruviens, brille par son absence. L'autre "spectacle" est la présence massive et imposante de nombreux policiers et/ou gardiens de tout genre, aux portes des édifices publics et commerciaux, et des maisons ou résidences privées, qui laisse entrevoir le manque de sécurité, la peur grandissante, l'angoisse et le désarroi des citoyens face à des actes terroristes, à la répression militaire et à la délinquance de la jeunesse (El Comercio 1997, 1, 2) qui s'exprime, par exemple, à travers "las bandas bravas"¹⁵. Ce malaise généralisé se retrouve en d'autres endroits du pays comme Ancash, mais avec des manifestations qui leur sont propres.

Ancash et le "cimetière sacré"

Ancash est un département situé à 400 km au nord de Lima, qui s'étend d'ouest en est, depuis la côte du Pacifique, en passant par les Andes, jusqu'à la frontière du Brésil, en pleine jungle amazonienne. La beauté de la nature avec ses montagnes noires et blanches, dans la section centrale, - à cause des neiges éternelles sur certains pics plus élevés - continue à être le témoin de la vie de ces êtres, apparemment calmes et sans souci... Cependant la région de Yungay (qu'on appelait la Suisse péruvienne), a été frappée le 31 mai 1970 par un terrible tremblement de terre et par une alluvion, résultat d'une brisure du pic enneigé le plus élevé de la Cordillère des Andes. La municipalité de Yungay a créé une autre ville, sous le même nom à un kilomètre de distance du site où ont été ensevelis en quelques minutes plus de 20,000 personnes (Angeles 1996). On appelle l'ancien site de la ville : le "cimetière sacré". Les gens semblent vivre le quotidien sans plus de perturbation. Je n'y suis restée que trois jours mais, très rapidement, je me suis aperçue qu'au fond, les souvenirs de l'activité funeste de la nature demeurent présents dans les conversations des habitants, comme s'il

existait des séquelles dues à un manque de "résolution du deuil". Cela pourrait s'expliquer par l'absence de mesure pour répondre aux besoins des personnes, des familles et des communautés sinistrées, suite au drame qu'elles ont vécu.

Ce décor bucolique, interpellé par ces souvenirs, frémit soudain sous les accords scandés d'un défilé scolaire quasi "militarisé".. En fait les jeunes des écoles secondaires marchent au pas, comme le font les militaires qui partent en guerre. Le jour de la parade, la vie quotidienne du village est paralysée, car tout le monde assiste, avec grand intérêt, à cet événement "festif". Et selon des commentaires entendus, c'est la meilleure des distractions, et celle qui se répète le plus fréquemment ! D'autre part, pour plusieurs enfants, la "marche" dans la vie passe par le travail dans la rue (cirer les souliers, vendre les journaux, se faire prendre une photo par les touristes accompagnés de leur petit lama sur la Place d'Armes de Huaraz...) mais ils ne sont pas nécessairement abandonnés à leur sort comme "les enfants de la rue" (Taracena, 1995), ceux-ci ayant perdu tout lien familial et demeurant à l'intempérie comme itinérants. De toute manière, ce phénomène est moins frappant ici qu'à Lima, même si la région continue à être exposée, de façon sporadique, à la violence politique de Sentier lumineux et à la répression des militaires, comme me le confirment un prêtre étranger de l'endroit et une infirmière engagée au service de différentes communautés.

Retiennent aussi mon attention leurs informations sur des événements qui concernent la planification familiale, un autre type de violence qui touche directement les femmes de la région et qui est mené par le Programme national de planification familiale. Ce dernier se propose d'implanter des méthodes contraceptives irréversibles (chez les hommes et les femmes) dans sept départements du pays (qui en comptent vingt-quatre), sélectionnés selon *les critères de priorisation choisis par le gouvernement* (Ministerio de

salud 1997, p. 2) et devant être appliqués dans les services de santé. En vertu de cette politique, le personnel de santé se voit obligé d'atteindre un taux préalablement fixé d'application de ces méthodes, au prix de leur sécurité d'emploi ! À ce moment, peu de chose avait été fait pour informer la population sur cette politique. Le caractère coercitif de ce Programme contraste avec les droits de la personne qui stipulent qu'elle doit être bien informée avant de se soumettre à ce type d'intervention. Plusieurs actes de négligence témoignent de la violation des droits humains, comme le fait qu'une femme puisse se retrouver avec une ligature des trompes en plus d'un dispositif intra-utérin (DIU) utilisé comme contraceptif.

L'attitude des responsables du gouvernement semble vouloir imposer, par des mesures précipitées et drastiques, une méthode contraceptive irréversible alors que se manifestait déjà une tendance favorable qui reflétait que les femmes péruviennes avaient amélioré leurs connaissances et démontré une meilleure utilisation des méthodes réversibles. L'usage de ces dernières a été évalué à 50%, entre 1981 et 1991, dans le cas des femmes du secteur rural, selon la Comisión permanente de los derechos de la mujer¹⁶ (1995). Plusieurs professionnels de la santé et du monde religieux, qui participent activement au Programme de la Planification familiale à l'intérieur du projet de Paternité responsable et de la méthode contraceptive naturelle (Méthode Bellings), ont réagi à ces pratiques coercitives pour sensibiliser les groupes de femmes, les ONGs et des organismes qui travaillent sur la problématique des droits humains. Donc la brisure du silence s'achemine vers la mise en place d'un plan de dénonciation, au niveau national, par les organismes concernés, afin d'éviter un autre "cimetière sacré", où la vie est sournoisement menacée de s'éteindre avant même d'apparaître !¹⁷ La violence ne s'arrête pas, elle prend un autre visage à Ayacucho.

Ayacucho et la paix inachevée

Ayacucho est une région située au sud est de Lima, dans la Cordillère des Andes, et regroupe un peu moins de 500,000 habitants. Dès l'arrivée à l'aéroport, la beauté du paysage - déjà apprivoisé depuis l'avion - et l'exposition, dans l'aérogare, de la culture de la région à travers ses sculptures, ses peintures et ses céramiques, captivent le regard. Cependant, rapidement, sur le chemin qui mène au centre-ville, la réalité traverse les sens quand on voit la pauvreté et qu'on écoute parler des treize années de guerre (1980-1992) entre les forces militaires et le Sentier Lumineux. Guerre à laquelle a été contrainte la population et dont elle commence à peine à se libérer; et qui a certes de la difficulté à oublier les 10,653 morts (40,14% des 25,892 victimes, au niveau national, entre 1980 et 1995), les 179,598 personnes "déplacées" (migration forcée par le climat de violence) sur un total de 492,507 habitants de la région, en 1993. Ce qui en fait, selon Del Pino (1996), le seul département où la croissance démographique a décliné de 3,5% entre 1981 et 1993.

L'information, fournie par des anthropologues de l'Université de Huamanga, en plein coeur d'Ayacucho, souligne que la participation active des paysans, après avoir surmonté la peur des premiers moments, a été la pierre angulaire pour combattre la violence qui les avait fait prisonniers d'un "deuil non résolu", dû à la mort de milliers de personnes innocentes dans la région. La victoire des organisations paysannes face aux actions militaires, est sans doute gravée dans la mémoire collective. Cependant, pour les personnes qui ont migré, le fait d'avoir dû se déplacer, les a obligés, en plus d'endurer la souffrance qu'inflige la violence, à prendre des décisions empreintes de sentiments de fuite face au danger, de rupture d'avec leur milieu socio-culturel, d'exigences d'adaptation à des environ-

nements inhabituels, à la marginalité et aux nouveaux types de misère qui les guettent, dans des lieux inaccoutumés. Cela a pu signifier l'impossibilité de recréer des espaces sociaux et une organisation qui leur permette de briser le silence sur les effets de la violence et de retrouver leur dignité. De plus, plusieurs de ces "déplacés", de façons conscientes ou inconscientes, se sont revêtus (Del Pino 1996) de l'image des victimes de guerre, ce qui a accentué la vocation paternaliste, clientéliste et assistantialiste de l'État.

Pour les personnes qui sont restées dans leur région, de nouvelles formes d'organisation ont été imaginées pour sortir du silence et ainsi prendre une place sur la scène publique, comme acteurs sociaux. De différentes manières "politiques", ils ont ouvert une voie de transformation de la vie paysanne traditionnelle vers la modernité, à travers la participation, comme le montre la création de l'Association des familles des disparus. Cet espace politique a forgé un nouveau type d'organisation qui a été appelé à dénoncer les situations de violence et à négocier avec les autorités des mesures de pacification. Ce sont, ici, les acteurs sociaux de la vie quotidienne, et non des groupes partisans, syndicaux ou autres, qui émettent des idées et produisent des actions pour la destinée de leur histoire et qui attirent l'attention de l'État, alors qu'auparavant ce dernier ne se manifestait que sporadiquement, pour des besoins électoraux ou par des actions répressives (Gamarra 1996). Un aspect intéressant à souligner est qu'une bonne partie de ces nouveaux acteurs est constituée par des femmes, mères des enfants ou épouses des maris, morts ou disparus... Elles expriment leurs opinions individuelles pour arriver à des pratiques collectives par consensus, et ainsi développer un modèle d'action démocratique-participatif. Et cela s'effectue dans un lieu de la communauté elle-même.

Malgré tous ces efforts de reconstruction sociale en vue d'une participation démocratique, plusieurs conséquences

négligentes sont encore présentes comme : de compter avec une population divisée entre les déplacés et ceux qui sont demeurés sur place; rester avec des enfants orphelins, produits des tueries et de la guerre; manquer de programmes et d'intervenants pour agir et prévenir les séquelles traumatiques de la post-guerre au niveau de la personne et des communautés. Le défi de conquérir l'autonomie politique et le développement local devrait se réaliser à l'intérieur de relations sociales plus égalitaires et équitables pour briser les entraves à l'installation de la démocratie.

Conclusion

L'expérience de terrain au Pérou, ainsi qu'au Chili, m'a exposée à l'urgence d'agir pour briser l'attitude de banalisation de la violence et de réfléchir aux dimensions historiques de la violence structurelle, à l'actuel contexte politico-social péruvien avec ses lieux insoupçonnés de pratiques de domination, et à son impact sur la migration à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, où l'on est en droit de s'attendre à ce que l'Autre, différent de soi, soit reconnu à part entière.

Dès le premier moment, le contact avec ces pays ont réveillé en moi les souvenirs tracés par l'ethno-histoire qui nous montre les empreintes de la Conquête, qui a bouleversé les structures politico-économiques, socio-culturelles et épidémiologiques des pays de l'Amérique latine, en laissant des traces et des documents sur la violence infligée. Depuis, de nombreuses autres crises ont mis en relief la domination des États qui, dans leur quête du pouvoir, ont créé des épisodes de peur et de terreur, pour protéger ou imposer leurs modèles de gouvernement façonnés aux exigences des marchés internationaux. Ces procédés ont instauré un écart entre les groupes ethniques, puis entre les riches et les pauvres, et ont accentué la marginalisation et l'exclusion des plus démunis, avec des séquelles qui persistent, en dépit de leurs

droits démocratiques. En outre, aujourd'hui, la violence a pris la forme politico-juridique de **l'impunité** qui essaie de déresponsabiliser et d'éviter la sanction aux auteurs des crimes et de la violation des droits humains commis par les dictatures et par le gouvernement actuel au Pérou. Le pire, comme l'ont constaté Rojas et al. (1996, p. 190) est que l'impunité produit un impact psycho-pathologique "*égal ou plus grave que la torture*" elle-même.

Concrètement, au Pérou, les violences politico-militaire et socio-culturelle sont visiblement marquées par l'autoritarisme et la discrimination qui laissent des traces et restreignent l'exercice des droits des communautés autochtones, des peuples quechua et aymara, des classes sociales les plus démunies. Cet écart historique, selon López (1996), caractérisé par l'antagonisme entre les élus et la population civile, se traduit par une "citoyenneté inachevée". Un tel rapport de pouvoir fait obstacle à l'installation d'un environnement sécuritaire qui offrirait un système démocratique solide où la vie, les droits et la diversité culturelle seraient respectés, afin de re-construire une société pluraliste, juste et équitable.

Les efforts déployés pour dénoncer les actes de violence, sensibiliser et faire participer la population au respect des droits humains et encourager les actions de paix, ne trouvent pas leur équivalent dans la lutte contre la violence liée au chômage, au chômage et à la pauvreté... dont la responsabilité revient à l'engagement de l'État péruvien qui se conforme à l'application des mesures dictées par le FMI et la BM; celles-ci ont certes amélioré la gestion de l'économie du pays dans les années 90, mais elles ont surtout accentué les disparités sociales. Paradoxalement et malgré la souffrance qu'elle engendre, cette violence est devenue le moteur d'initiatives individuelles, de groupes et de communautés des secteurs populaires, où surtout les femmes sont au cœur d'activités pour pallier à la crise. Combattre plus efficacement ce type d'impositions économiques devient, de

nos jours, un défi qui exige de sortir des frontières nationales pour concerter et organiser des actions au niveau mondial, comme le propose Chomsky (1996) et ainsi briser les enjeux de la mondialisation qui hypothèquent les économies nationales en exigeant des conditions inacceptables pour le paiement de la dette externe !

Même si on ne peut établir une relation de cause à effet entre cette violence structurelle (institution militaire, école, foyer...) et la violence individuelle (Desjarlais et al. 1995), l'expérience empirique nous montre que la sphère domestique est le lieu privilégié pour que se reproduise le jeu du pouvoir entre l'homme et la femme, entre les parents et les enfants, et les enfants entre eux. L'intériorisation de la domination y vient occuper un espace psychique (Maturana 1995), fait apparaître la violence comme un comportement normal en étouffant les valeurs de relations humaines équitables et solidaires et créant un modèle culturel de violence quotidienne.

Certes, de tels contextes amènent les gens à prendre la route de la migration, comme un "éloge à la fuite", afin de retrouver la paix et/ou résoudre leurs difficultés matérielles. Cela va créer une nouvelle catégorie d'analyse : le "**non-immigrant**" qui reste, et l'**immigrant**, qui décide de poursuivre ses idéaux de bien-être ailleurs, à l'extérieur de sa région ou dans "les paradis du Nord", comme le rapporte Altamirano (1992), pour les Péruviens qui se dirigent vers les États-Unis d'Amérique, le Japon, l'Espagne, l'Italie, le Canada... Souvent, ils partent sans penser aux nouveaux défis que pose la migration internationale ni aux réminiscences des actes de violence, vécus directement ou indirectement. Mais ces souvenirs guettent ces immigrants et peuvent émerger et exercer un impact sur leur vécu dans la nouvelle société, comme le Québec, surtout quand ils sont confrontés aux nouvelles difficultés comme l'apprentissage de la langue, la non-reconnaissance de leur profession, la

recherche infructueuse d'un emploi... entravant parfois la possibilité d'une vie harmonieuse.

Notes

- 1 Traduction libre de cet extrait, prononcé trois jours après une opération militaire spectaculaire pour libérer soixante-treize otages et qui a causé la mort de dix-sept personnes, à la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, Pérou (Ideele 1997 (2) p. 10.). Cette prise d'otages avait été effectuée par le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), de tendance marxiste-léniniste qui opérait parallèlement à Sentier Lumineux mais surtout dans les grandes villes.
- 2 OMS : Organisation mondiale de la santé. OPS : Organisation panaméricaine de la santé.
- 3 En français : Sentier lumineux (SL). Appelé Parti communiste du Pérou-SL, de tendance maoïste, qui entreprend des actions militaires, de 1980 à 1992, qui mettent en otage la population civile qui est prise entre eux et les Forces armées.
- 4 L'ajustement structurel place le Pérou sur la voie du modèle néolibéral pour répondre aux exigences de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI) afin de payer la dette externe. Il entraîne la crise économique, avec l'appauvrissement de la classe moyenne, la "dé-paysannerie" (terme qui désigne les processus par lesquels les paysans laissent le travail de la terre et passent à d'autres activités productives) sans prolétarianisation, la dé-prolétarianisation (processus par lequel des ouvriers perdent leur lieu de travail et n'arrivent plus à réintégrer le marché de l'emploi) et la

- croissance significative du marché informel (López, 1996).
- 5 "...le régime (d'Alberto Fujimori) est devenu personnaliste, clientéliste, anti-constitutionnel et peu disposé à consolider les institutions d'une démocratie représentative. En résumé, ce régime a amené sur soi une concentration du pouvoir, processus qui fut facilité par l'absence d'une forme d'opposition efficace." (Crabtree 1999, p. 65).
 - 6 En utilisant toute une série de subterfuges, incluant une dérogation à la Constitution du pays, Alberto Fugimori a réussi à se présenter, pour une troisième fois, comme candidat à la Présidence du Pérou, en cette année 2000.
 - 7 En français : Comité de défense des droits du peuple (CODEPU). Créé entre autres pour aider à clarifier les violations des droits humains qui sont survenues au Chili pendant la période de la Dictature, de 1973 à 1990.
 - 8 L'impunité légale permet d'absoudre de tout crime les responsables des atrocités commises lors du renversement du gouvernement du Président Salvador Allende, par la dictature militaire du général Augusto Pinochet. Situation qui explique le processus judiciaire demandé par l'Espagne dans le but de le juger pour les crimes de Lèse-humanité. Démarche qui a échoué en mars 2000.
 - 9 Titre de la thèse : "Les femmes péruviennes à Montréal : leur santé, leur sexualité, les MTS, le VIH et le Sida. Un regard anthropologique".
 - 10 Le Pérou, en 1995, possédait une population de 23'780,031 dont 65% constituait déjà la population urbaine. Facultad latinoamericana de ciencias sociales-Chile y el Ministerio de asuntos sociales-España (1995).
 - 11 En français L'enfant. Nom populaire donné au courant de Humbolt, dans les eaux de l'Océan Pacifique qui, périodiquement, change brusquement le climat sur les côtes du Pérou et du Chili.
 - 12 "Cebiche" : nom d'un met populaire qui consiste en du poisson macéré au citron, recherché pour son goût mais aussi parce que plus économique, ne nécessitant pas de cuisson.
 - 13 En français : Service d'intelligentsia national (SIN). Corps policier chargé de la Sécurité de l'État en lien avec la Présidence. Accusé de violations des droits humains dans le massacre de la population d'un quartier (Barrios Altos) de Lima et du séquestre et de la disparition d'un professeur et de neuf étudiants de l'Universidad Enrique Guzman y Valle : "La Cantuta". Obando (1999).
 - 14 Certains des ONGs appuyaient déjà ce genre d'actions (référé par deux dirigeantes de *Mujer y Sociedad*). En outre, ces organismes réalisent des activités, qui sont de la responsabilité des institutions gouvernementales, à travers des programmes de soutien à la survivance des secteurs populaires urbains et ruraux (cantine populaire, "verre de lait", potager-maison, formation de micro-entreprises...). Ils ont été la cible de la violence organisée. Malgré tout, ils ont surmonté l'impact que cette violence a eu sur la vie institutionnelle et sur la fragilisation des rapports humains qui s'ensuit et ils continuent à fonctionner.
 - 15 En français : "bandes sauvages". Un type de délinquance juvénile, sans direction apparente, où les jeunes, à la sortie d'événements de masse, se forment spontanément en groupes et commettent des actes de vandalisme, des vols... là où ils passent.

- 16 En français : Commission permanente des droits de la femme.
- 17 Dû à la mobilisation de différents secteurs, la "Defensoría del pueblo", qui équivaut à l'Office de protection des citoyens, une des rares institutions démocratiques a reconnu, dans des endroits des plus démunis des Andes, des cas où la contraception chirurgicale irréversible et involontaire a été pratiquée. De plus, ils ont édité un livre : Defensoría del pueblo (1998).

Bibliographie

- Altamirano T. (1992) *Éxodo. Peruanos en el exterior*. Ed. Fondo Editorial de la Pontificia Universidad Católica del Perú. Lima, Perú. 224 p.
- Angeles G. (1996) *Yungay... en mi recuerdo*. Lima, Perú. 50 p.
- Chomsky N. (1996) *Les dessous de la politique de l'Oncle Sam*. Ed. Eco-société, EPO, Le temps des cerises. Montréal, Québec; Bruxelles, Belgique; Pantin, France. 132 p.
- Comisión permanente de los derechos de la mujer (1995) *Informe nacional sobre la mujer. Cuarta conferencia mundial sobre la mujer*. Beijing, Setiembre 1995. Ministerio de justicia. Consejo nacional de derechos humanos. Lima, Perú. 203 p.
- Crabtree John (1999) *Neopopulismo y el fenómeno Fujimori*. In : *El Perú de Fujimori*. Editores John Crabtree y Jim Thomas. Centro de investigación de la Universidad del Pacífico y Instituto de Estudios peruanos. Lima, Perú. pp. 45-71.
- Defensoría del pueblo (1998) *Anticoncepción quirúrgica voluntaria. Casos investigados por la Defensoría del pueblo*. Serie :Informe defensorial. # 7. Lima, Perú. 160 p.
- Del Pino P. (1996) *Ayacucho de los noventa, cambios culturales y nuevos actores*. In : Afanes, *Búsqueda desde Huamanga*. Universidad nacional de San Cristobal de Huamanga, Ayacucho, Perú. pp. 23-31.
- Desjarlais Robert, Eisenberg Leon, Good Byron and Kleiman Arturo (1995) *World Mental Health. Problems and Priorities In Low-In Come Countries Violence*. Ch. V. Oxford University Press. N.-Y. Oxford pp. 116-135.
- Eguiguren F. (1997) *Fallo final para un problema pendiente*. In : *Ideele*. Revista del instituto de defensa legal. N° 94. Lima, Perú. p. 69.
- El Comercio, (1997, 1) *Hienes al ataque. En la Parada, hay un asalto cada 5 minutos*. Lima, lunes, 19 de mayo de 1997. Año 158, N° 82390.
- El Comercio, (1997, 2) *¿ Qué está pasando con la ley...?* Lima, lunes, 19 de mayo de 1997. Año 158, N° 82390.
- Facultad latinoamericana de ciencias sociales-Chile y el Ministerio de asuntos sociales-España (1995) *Mujeres latino-americanas en cifras*. Tomo comparativo. Santiago, Chile. 199 p.
- Gamarra J. (1996) *Lo público y lo privado en tres comunidades de desplazados retornantes en Huanta-Ayacucho*. In : Afanes, *Búsqueda desde Huamanga 1-1*. Universidad nacional de San Cristobal de Huamanga, Ayacucho, Perú. pp. 33-53.
- Ideele (1997, 1) *Crisis de rehenes : Equilibrio para una salida pacífica a una situación violenta*. Marzo, N° 94. Lima, Perú. 88 p.
- Ideele (1997, 2) *¡ Viva la vida ! pero no la muerte*. Mayo, N° 97. Lima, Perú. 76 p.
- Kisic Drago (1999) *Privatizaciones, inver-*

- siones y sostenibilidad de la economía peruana. In : El Perú de Fujimori. Ed. John Crabtree y Thomas Jim. Universidad del Pacífico y Instituto de Estudios peruanos. Lima, Perú. pp. 75-113.
- López S. (1996) Perú : mapas de una ciudadanía inconclusa. In : Sociedad Anómica. Sociología, política y cultura. Vol. II, N° 2-3. Separata especial. Lima, Perú. 23 p.
- Maturana H. (1995) Biología y violencia. In : Violencia en sus distintos ámbitos de expresión. Ed. Dolmen. Santiago, Chile. pp. 69-88.
- Ministerio de salud (1997) Campaña de sensibilización del plan de emergencia A.Q.V. en las localidades de Sayon y Oyon "Unidos por tu salud. Instituto Peruano de Seguridad social. Lima, Perú. 8 p.
- Obando Enrique (1999) Fujimori y las Fuerzas armadas. In : El Perú de Fujimori. Editores John Crabtree y Jim Thomas. Centro de investigación de la Universidad del Pacífico y Instituto de Estudios peruanos. Lima, Perú. pp. 353-378.
- OMS-OPS (1993) Mise en oeuvre de la stratégie mondiale de la santé pour tous d'ici à l'année 2000. Huitième rapport sur la situation sanitaire dans le monde. Région des Amériques Vol. 3. Washington.
- ONU (1995) Rapport de la quatrième conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing, Chine, du 4 au 15 septembre 1995. (Version préliminaire). 211 p.
- Paniagua V. (1997) Reección : el debate está jurídicamente definido. In : Ideele. Revista del instituto de defensa legal. N° 94. Lima, Perú. p. 71.
- Rojas P., Reszczyński P.K., Espinoza S.C., Barceló A.A., Urquieta O.J., Seeger B.V., Soto N.J., Jara R.M. y Aslelo N.A. (1996) Crímenes e impunidad. La experiencia del trabajo médico, psicológico, social y jurídico en la violación del Derecho a la vida. Chile 1973-1996. Ed. CODEPU et DIT-T. Santiago, Chile. 219 p.
- Rospiliosi F. (1997) Al desnudo : el Sistema de Inteligencia Nacional y la cúpula militar. In : Ideele. Revista del instituto de defensa legal. N° 97. Lima, Perú. p. 58.
- Taracena E. (1995) Enfants de la rue et enfants dans la rue à Mexico. In : Lien social et politiques. RIAC. N° 34. pp. 101 - 106.